

Numéro	Objet	Date	ID
061/2023	Acquisition des parcelles cadastrées BM86, 106, 107 et 108 au mas de Cesari par le biais de la SAFER	27/06/2023	013-211300363-20230627-23_CM_061-DE S.1. Acquisitions

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

-----

## Commune d'Eyragues (Bouches-du-Rhône)

Conseillers en exercice : **27**Présents : **22**Procurations : **4**Votes : **26**

L'an deux mil vingt-trois, le **vingt-sept juin**, le Conseil Municipal d'Eyragues, dûment convoqué, s'est réuni à **dix-neuf heures, Salle du Conseil Municipal**, sous la Présidence de **Michel GAVANON**, Maire.

Date de la convocation : **21 juin 2023**

**OBJET : Acquisition des parcelles cadastrées BM86, 106, 107 et 108 au mas de Cesari par le biais de la SAFER**

**Étaient présents les Conseillers Municipaux :** GAVANON Michel, TROUSSEL Marc, POURTIER Yvette, DELAIR Patrick, PANCIN Pierre, NIETO Corinne, ROSELLO Louis, AMAT Bruno, BOUCHET Aurélien, ROSSI Yannick, SALINAS Béangère, BARAT Michel, REY Nathalie, AMIARD Ludivine, GEORGES Delphine, KAPPES Vincent, MOUSSY Éric, JULLIAN Madeleine, DELABRE Éric, PERRIN Christine, HOUDIN Florence, LIBOUREL Vincent.

Résultat du vote :Pour : **26**Contre : **0**Abstentions : **0**

**Absents excusés et représentés :** MISTRAL Christiane représentée par TROUSSEL Marc, FRESQUET Véronique représentée par BARAT Michel, CHAUVIN Kenny représentée par NIETO Corinne, GIORDANI CONSTANSO Marie-Hélène représentée par DELABRE Éric.

**Absents excusés :** OWEDYK Corinne.

En application des articles L 143-7-2 et R 142-3 du Code Rural et de la pêche Maritime, la Safer de PACA a publié en date du 15 mai 2023 un appel de candidature référencée AS 13 23 0141 01, pour attribuer par rétrocession la terre de 1 ha 12a 04 ca, cadastrée BM 86, 106, 107 et 108, située au mas de cesari à Eyragues, pour le prix d'acquisition de 17 000 €, et divers frais de la safer de 1 300 €, frais de notaire à la charge de l'acquéreur. (Voir pièces : 13 et 14)

L'acquisition de l'ensemble de ces parcelles permet une amélioration de la répartition parcellaire avec les terres communales avoisinantes par un remembrement et une consolidation dans ce secteur pour former une grande assiette foncière et en vue d'atteindre une dimension économique viable pour la louer à un éleveur de cheptel ou exploitant agricole désirant notamment développer la viticulture, la viniculture et l'œnologie.

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

**Vu** le Code Rural et de la pêche Maritime ;

**Considérant** l'intérêt d'acquérir ces parcelles ;

Le Conseil Municipal, à l'**Unanimité**, décide de :

**Approuver** l'acquisition des parcelles citées ci-dessus aux conditions financières citées ci-dessus ;

**Confier cette acquisition à l'études « Notaires en Provence » de Maîtres Mireille Picca-Audran, Alexandre Paul, Pascale Laurent-Klein & Aurélie Fournier ;**

**Demander** une subvention maximale de 60 % au Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône au titre des « Aides à la préservation foncière et valorisation des zones agricoles et naturelles », la Commune s'y engageant à maintenir ce bien dans son patrimoine pendant une durée minimale de 10 ans ;

**Charger** le Notaire à mentionner la clause décennale dans l'acte authentique, comme suit :

« Ce bien devra être maintenu obligatoirement dans le patrimoine communal pour une durée minimale de 10 ans. À défaut la subvention devra être remboursée. En cas de changement de destination de ce bien foncier ou immobilier, le Département devra obligatoirement être informé du nouveau projet affecté à l'acquisition afin d'apprécier le maintien de sa subvention ».

**Autoriser** M. Le Maire ou son 1<sup>er</sup> Adjoint à signer tout document y afférent notamment l'acte authentique relatif à cette acquisition, à régler les frais consécutifs à l'élaboration des actes et à inscrire au budget les crédits correspondants.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus. Pour extrait certifié conforme et exécutoire.

*Le Maire certifie le caractère exécutoire du présent acte, qui selon sa nature, a fait l'objet d'une publication ou d'une notification et a été transmis aux services de l'Etat au titre du contrôle de légalité.*

Michel GAVANON



*Michel GAVANON*

Maire d'Eyragues

Les Délibérations sont rendues exécutoires à la date de leur publication et leur télétransmission au contrôle de légalité. Elles peuvent faire l'objet d'un recours notamment en excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille 24 Rue Breteuil, 13006 Marseille Cedex ou par saisi sur l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes:

- date de sa réception par le représentant de l'État ;
- date de sa publication.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant la Commune, ce délai suspendant le délai de recours contentieux qui commencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de la Commune ;
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la Commune pendant ce délai.